*Le Commissaire au Ravitaillement
et à la Production,*

P. GIACOBBI,

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDÈS-FRANCE.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*

René MAYER.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Affaires sociales p. i.,

René CAPITANT.

Personnel de la trésorerie du Togo

N° 304 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

10 juin 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté interministériel du 29 avril 1944 suspendant pendant la durée des hostilités la péréquation des effectifs des agents de la trésorerie du territoire sous mandat français du Togo.

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES ET LE COMMISSAIRE AUX FINANCES,

Vu le décret du 6 août 1921 relatif à l'organisation générale des personnels des trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel en date du 22 avril 1941, modifiant l'effectif de la trésorerie du Togo, modifié par l'arrêté du 10 juin 1943, fixant l'effectif du personnel de la trésorerie du Togo;

Sur la proposition du Commissaire de la République au Togo;

ARRETTENT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont provisoirement suspendues pendant la durée des hostilités, les dispositions de l'arrêté du 10 juin 1943 fixant l'effectif maximum et la répartition par grades des agents en service dans la trésorerie du territoire sous mandat français du Togo.

Alger, le 29 avril 1944.

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN;

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDÈS-FRANCE.

Assemblée consultative provisoire

DECRET du 29 avril 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur la proposition du Commissaire d'Etat aux relations avec l'Assemblée et aux Etudes;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 portant institution d'une Assemblée Consultative provisoire, modifiée par les ordonnances des 15 octobre et 6 décembre 1943;

Vu l'ordonnance du 6 août 1943 instituant un Comité juridique auprès du Comité français de la Libération nationale, ensemble le décret du 2 octobre 1943 portant règlement intérieur des travaux du Comité français de la Libération nationale;

Le Comité juridique entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sans préjudice des dispositions des articles 17 et suivants de l'ordonnance du 17 septembre 1943, le Comité français de la Libération nationale demande en principe l'avis de l'Assemblée Consultative Provisoire préalablement à l'adoption de toute législation touchant au statut des libertés individuelles, à l'organisation des Pouvoirs publics et à la structure économique et sociale du pays.

ART. 2. — La procédure à pratiquer pour la consultation de l'Assemblée en matière législative est normalement la suivante :

ART. 3. — Le Comité français de la Libération nationale dépose sur le bureau de l'Assemblée un rapport-exposant les éléments du problème et indiquant, s'il y a lieu, la position du Comité.

ART. 4. — La Commission compétente de l'Assemblée est saisie du rapport par le bureau de l'Assemblée. Elle procède à son examen ainsi que, le cas échéant, à l'examen de toute proposition, amendement, avis ou suggestion y relatif. Le ou les Commissaires compétents se tiennent en liaison avec la Commission pour toute précision ou tout développement que celle-ci juge utile de leur demander.

A l'issue de ses travaux, la Commission établit un rapport qui est remis à tous les membres de l'Assemblée et communiqué au Comité français de la Libération nationale. Ce rapport peut revêtir toutes formes que la Commission estime appropriées et notamment être accompagné d'un texte divisé en articles.

ART. 5. — L'Assemblée délibère sur la base du rapport de la Commission. Le Comité français de la Libération nationale intervient dans les débats s'il le juge utile. L'Assemblée exprime son avis par une motion qui peut prendre la forme d'un texte divisé en articles.

ART. 6. — Le Comité français de la Libération nationale fait connaître dans un délai de 15 jours s'il accepte ou non le principe de l'avis formulé par l'Assemblée. Il arrête alors, le Comité juridique entendu, la ou les ordonnances nécessaires, en les faisant précéder de la formule : « Vu l'avis de l'Assemblée Consultative Provisoire exprimé à sa séance du....; le Comité juridique entendu ».

ART. 7. — Les Commissaires, membres du Comité français de la Libération nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 29 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire d'Etat,

A. PHILIP.

Le Commissaire d'Etat,

CATROUX.

Le Commissaire d'Etat,

Henri QUEUILLE.

Le Commissaire d'Etat,

François BILLOUX.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,

MASSIGLI.

Le Commissaire à l'Intérieur,
Emmanuel D'ASTIER.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,
P. GIACOBBI.

*Le Commissaire à l'Éducation nationale
et à la Jeunesse,*

*Commissaire à la Justice p. i.,
Commissaire aux Affaires sociales p. i.,*

René CAPITANT.

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*
René MAYER.

Le Commissaire à la Guerre,
André DIETHELM.

Le Commissaire à l'Air,
Fernand GRENIER.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
FRENAY.

*Le Commissaire délégué à l'Administration
des Territoires métropolitains libérés,*

André LE TROQUER.

LISTE D'ENNEMIS

Un supplément n° 39 au numéro du 11 mai 1944 « du Journal Officiel de la République Française » publie la liste récapitulative officielle d'ennemis, dressée en application :

« de l'article 3 du décret du 1^{er} septembre 1939, interdisant tout rapport avec les ennemis et les personnes se trouvant sur un territoire ennemi ou occupé par l'ennemi ;

« et de l'ordonnance du 6 octobre 1943, relative à la répression des rapports économiques avec les ennemis, postérieurs au 22 juin 1940, et à l'organisation de la guerre économique.

« Cette liste abroge et remplace toutes les précédentes ».

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Énergie électrique

ARRETE N° 1463/TP du 22 mai 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. ;

Vu les décrets des 19 septembre 1936 et 20 juillet 1937 portant réduction des dépenses administratives du Togo ;

Vu le décret du 7 juin 1928 portant réglementation en Afrique Occidentale Française des distributions et lignes de transport d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1928 portant organisation en A. O. F. du contrôle des distributions et lignes de transport d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté n° 4545 TP. du 22 décembre 1942 modifié par l'arrêté n° 4369 TP. du 31 décembre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement de la Direction Générale des travaux publics ;

Vu l'arrêté n° 996 TP. du 6 mars 1943 réorganisant le contrôle des distributions et lignes de transport d'énergie électrique en A. O. F. et au Togo ;

Sur la proposition du Directeur Général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo ;

La Commission Permanente du Conseil de Gouvernement entendue ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par suite de la suppression du poste de Directeur des Travaux, le contrôle des lignes de transport et de distribution d'énergie électrique sera exercé, dans les conditions prévues à l'arrêté n° 996 TP. du 6 mars 1943, directement par le Directeur Général des Travaux Publics de l'A. O. F. et du Togo qui pourra toutefois déléguer tout ou partie de ses attributions conformément à l'article 9 de l'arrêté n° 4545 TP. du 22 décembre 1942.

ART. 2. — Le Directeur Général des Travaux Publics de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié aux *Journaux Officiels* de l'A. O. F. et du Togo et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 mai 1944.

Pour le Gouverneur Général en tournée,
Le Gouverneur Secrétaire Général p. i.,
Chargé de l'expédition des affaires courantes,
DIGO.

Conseil d'administration

N° 1516. — Par arrêté du Gouverneur Général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République au Togo, en date du :

26 mai 1944. — M. SIAUT (Louis), Agent de la Société Générale du Golfe de Guinée, est nommé membre titulaire citoyen français du Conseil d'Administration du Togo, en remplacement de M. Trosselly (Antoine).

Fûts vides métalliques

ARRETE N° 1528 SE. du 29 mai 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique Occidentale Française et les actes modificatifs ;

Vu le décret du 2 mai 1939 concernant l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'Autorité du Département des Colonies ;

Vu le décret du 5 décembre 1939 autorisant les Chefs des Colonies à réglementer l'exportation des produits coloniaux et à prescrire toute mesure destinée à faciliter cette exportation ;

Vu l'arrêté n° 235 SE. du 15 janvier 1942 réglementant les mouvements des fûts vides (bois et métal) à l'intérieur de l'Afrique Française ;

Sous réserve d'approbation en Commission Permanente du Conseil de Gouvernement ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'utilisation des fûts vides métalliques de 200 litres à tout autre usage que l'em-